



L'idée du passeport vaccinal se met en place en France

Par [Pierre Duval](#)

Mondialisation.ca, 19 février 2021

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Des pays comme le Danemark, la Suède ont été parmi les premiers pays à faire le pas pour mettre en place un passeport vaccinal numérique. Cette idée s'étale maintenant rapidement sur l'ensemble des pays occidentaux. La France lance une étude le site participez.lecese.fr sur l'avis de ses citoyens sur cette question. Le monde de l'industrie pousse aussi dans cette voie pour remettre en marche les échanges commerciaux.

Le gouvernement suédois a [déclaré](#) qu'il espérait disposer de l'infrastructure nécessaire pour émettre des certificats numériques en chargeant trois autorités d'établir un certificat de vaccination en ligne qui devrait être mis en place d'ici le 1er juin 2021. La Suède a annoncé qu'elle allait commencer à développer des certificats de vaccins numériques, à utiliser pour les voyages et potentiellement plus, à la suite d'une initiative similaire du Danemark un jour plus tôt. Le ministre des Finances par intérim, Morten Boedskov, a [confirmé](#) que la création de ce permis immunitaire permettrait de lever progressivement les restrictions sanitaires dans le pays. Cela a, donc, lancé les premiers pas officiels vers le passeport vaccinal. Le Danemark, qui a annoncé son programme de «passeport corona», compte dans une première étape publier un registre en ligne pour vérifier le statut vaccinal d'un individu. Selon le gouvernement, après la création de ce registre prévu d'ici la fin février, une solution technique plus poussée doit être mise en place «d'ici trois à quatre mois».

Ouest-France [titrait](#) dès le début du mois de février «Un passeport vaccinal mis en place dans plusieurs pays, voici comment ça va se passer?», en avertissant que «l'idée d'un passeport immunitaire se met également en place en Israël» et que «le projet, annoncé par les autorités [israéliennes] mi-janvier, vise à délivrer »un passeport vert « aux personnes ayant reçu deux doses du vaccin». Et, «Ce »passeport vert « permettra également aux détenteurs d'accéder aux grands rassemblements publics, aux restaurants, aux centres commerciaux, aux hôtels, aux lieux culturels ou sportifs».

Même si Dominique Le Guludec, la présidente de la Haute autorité de santé (HAS), [expliquait](#) le 12 janvier dernier que le passeport vaccinal «n'a pas de sens» dans la mesure où «on ne sait pas si ce vaccin bloque la transmission du virus» et même si ce argument a été repris par Emmanuel Macron le 22 janvier en déclarant qu'il fallait traiter la question du passeport vaccinal avec «une grande prudence», la France a fait un grand pas en avant dans l'idée de mettre en place le passeport vaccinal.

Suivant, peut être l'avis d'Angela Merkel qui a [annoncé](#) dans un entretien dans l'émission *Farbe Bekennen*, un jour avant l'annonce du Danemark, la possibilité de donner

plus de droits aux gens vaccinés, les autorités en France vont dans ce sens. Mieux encore, Clément Beaune, le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes [déclarait](#) sur le fait que la vaccination n'ayant pas encore été proposée à toute la population française, que le projet de passeport vaccinal risque également de créer des inégalités. Celui-ci disait que «nous sommes très réticents [...] C'est un débat qui n'a pas lieu d'être et ce serait choquant, alors qu'on débute encore partout cette campagne de vaccination en Europe, qu'il y ait des droits plus importants pour certains que pour d'autres. Ce n'est pas notre conception de la protection et de l'accès aux vaccins». Maintenant, le discours change en France.

Au début du mois de février *BFMTV*, la chaîne qui ouvertement fait la [promotion du vaccin](#) contre la Covid-19, indique que «six Français sur dix sont favorables», précisant qu'en France l'idée fait son chemin en se référant à un récent sondage où six Français sur dix se disent favorables au passeport vaccinal, «qu'il s'agisse de voyager à l'étranger ou de rendre visite aux personnes vulnérables dans les hôpitaux et les Ehpad. Un peu plus de la moitié des Français envisage même cette piste pour accéder aux transports en commun».

C'est maintenant l'Association internationale du transport aérien (Iata) qui a fait savoir que son passeport numérique, le [Travel Pass](#), sera prêt pour la fin du mois de mars alors que le débat fait rage en France et dans le monde. Le politique mais aussi des patrons d'entreprise comme Guillaume Faury, patron du groupe aéronautique Airbus, estime qu'il faut avant tout accélérer sur les tests et la vaccination pour atteindre l'immunité collective car «l'Europe est clairement la zone la plus impactée. Les mesures prises de façon assez peu coordonnées rendent les voyages difficiles. L'impact économique est très très sévère par rapport au reste du monde» et que «la situation vu d'Europe est particulièrement préoccupante».

Pierre Duval

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)

Copyright © [Pierre Duval](#), [Observateur continental](#), 2021

Articles Par : [Pierre Duval](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca